

Editorial

Ce numéro de STATECO est le premier à paraître depuis 2000. La réflexion qui a été menée depuis cette date a abouti au lancement d'une nouvelle formule pour la publication de la revue, qui associe désormais l'INSEE, AFRISTAT et DIAL.

Comme par le passé, STATECO continuera à avoir pour vocation d'apporter un appui méthodologique aux statisticiens et aux économistes des pays en développement et des pays en transition. Mais le nouveau partenariat Nord-Sud établi devrait aussi permettre d'élargir le champ couvert à des travaux d'analyse économique quantitative sur les politiques de développement.

La participation d'AFRISTAT, organisation régionale regroupant 18 pays d'Afrique subsaharienne, concrétise la volonté d'ouvrir plus la revue à des auteurs originaires de pays en développement. Elle s'inscrit dans la mission de cette organisation, qui est de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les Etats membres et de renforcer leurs compétences dans ce domaine. Ce numéro s'ouvre d'ailleurs par un article consacré aux questions de coopération statistique internationale, dont Lamine Diop – ancien Directeur Général d'AFRISTAT – figure parmi les co-auteurs en compagnie d'Alain Azouvi et de Naman Keita.

Conformément aux missions de l'INSEE, ce numéro de STATECO présente plusieurs articles portant sur l'élaboration des statistiques officielles. Deux articles sont consacrés à des réflexions méthodologiques dans le domaine de la comptabilité nationale : le premier sur les nomenclatures est écrit par Michel Boëda et le second sur la prise en compte du secteur informel par Michel Seruzier. Un compte-rendu d'un séminaire international organisé en Roumanie sur l'utilisation statistique des sources administratives est aussi présenté par Pierre Verdier.

L'implication de DIAL dans STATECO s'inscrit dans le cadre de son action en partenariat avec l'INSEE en matière de coopération technique avec les pays en développement et en transition, sachant que le précédent numéro était déjà co-édité par l'INSEE et DIAL¹. Les deux articles de ce numéro écrits par des chercheurs de DIAL portent sur des questions liées à l'utilisation des statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques : Alain Brilleau s'interroge sur les indicateurs nécessaires pour les nouvelles politiques de lutte contre la pauvreté ; Flore Gubert et François Roubaud présentent les résultats d'une enquête visant à l'évaluation d'un projet de micro-finance à Madagascar.

¹ « Le projet Madio à Madagascar : l'information statistique au service du débat démocratique sur la politique économique », numéro spécial 95-96-97 préparé sous la coordination de François Roubaud.